

REVUE DU CENTRE DE RECHERCHE ET D'EXPERTISE EN
GOUVERNANCE, RELATIONS INTERNATIONALES ET
STRATEGIQUES EN AFRIQUE (RCREGRISA)

JOURNAL OF THE CENTRE FOR RESARCH AND EXPERTISE IN
GOVERNANCE, INTERNATIONAL AND STRATEGIC RELATIONS
IN AFRICA

LE POLITOSCOPE



N°3 Avril 2024

**« Ce n'est qu'au début du crépuscule que la chouette de Minerve
prend son envol »**

Georg Wilhelm Friedrich HEGEL

COMITE DE REDACTION/EDITORIAL COMMITTEE

Rédacteur en chef/Editor-in-chief
Professeur Hilaire de Prince POKAM
Université de Dschang
Cameroun

Secrétaires de rédaction/Editorial Secretaries

MBIATEM Albert (PhD), Enseignant-Chercheur à l'Université de Buéa (Cameroun) et membre de l'African Leadership Centre, King's College London, University of London.

SADIO Adama, Docteur en Science Politique, Enseignant-Chercheur en Science Politique à Montpellier Business School et à l'Université Catholique d'Afrique de l'Ouest et à Madiba à Dakar (Sénégal).

TIOGO Romaric, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

METSAGHO MEKONTCHO Boris, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

Marketing

MOSOH Lewis MULUH, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

KAMNO Carine Gabrielle, Chargée de Cours en Science Politique, Enseignante-Chercheuse
Université de Dschang (Cameroun).

COMITE SCIENTIFIQUE /SCIENTIFIC COMMITTEE

ABOA ABIA Alain, Professeur Titulaire en sociolinguistique, Vice-Doyen de l'UFR Langues, Littérature et Civilisations, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

ABOYA ENDONG Manassé, Professeur de Science Politique, Vice-Recteur chargé des enseignements, de la professionnalisation et du développement, des technologies de l'information et de la communication, Université de Yaoundé II (Cameroun).

AKONO ATANGANE Eustache, Professeur de Science Politique, Université de Yaoundé II (Cameroun).

BANGUI Thierry, Docteur en Architecture, Consultant et chercheur en développement, Bangui (République Centrafricaine).

BIPELE KEMFOUEDIO Jacques, Maître de Conférences en Droit Public, Chef de Département de Droit Public Interne, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Dschang (Cameroun).

CHIKOUNA Cissé, Maître de Conférences en Histoire, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

DATIDJO Ismaila, Maître de Conférences d'Anthropologie, Université de Dschang (Cameroun).

DOUI-WAWAYE Augustin Jérémie, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Bangui (République Centrafricaine).

EBOGO Frank, Maître de Conférences en Science Politique, chercheur au CREPS, Université de Yaoundé II (Cameroun).

EKAMBI DIBONGUE Guillaume, Professeur de Relations Internationales, Université de Douala (Cameroun), Président du Conseil d'Administration de l'Université de Douala (Cameroun).

FANYIM Gaius, Docteur en Science Politique, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Douala (Cameroun).

FOLEFACK Ernest, Docteur en Droit Public, Université de Dschang (Cameroun).

JACKSON Willy, Docteur en Science Politique, Relations internationales, Université Paris Diderot-Paris 7 (France), Consultant international, Président Fondateur de Jackson International Consulting (JIC), Sarl <https://www.ji-consulting.com> (France).

KAMDEM Pierre, Professeur de Géographie, Université de Poitiers (France).

KAMNO Carine Gabrielle, Chargée de Cours en Science Politique, Enseignante-Chercheuse, Université de Dschang (Cameroun).

KEMIR KIYEN James, Maître de Conférences, Chef de Département de Relations Internationales et de Résolutions des Conflits, Université de Buea-Cameroun.

KOBI Joseph, Maître de Conférences en Histoire, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire).

KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Professeur de Géographie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte-d'Ivoire.

KOUGNIAZONDE C. Christophe, Professeur, Doyen, Docteur. Kesington Adebukonola Adebutu Faculty of Law Houdegbe North American University Benin (HNAUB), Président Exécutif Académie Alioune Blondin Beye pour la Paix (ABBAP), Cotonou (Bénin).

LOFEMBE BENKENYA BEKE, Maître de Conférences en Relations Internationales, Université de Kinshasa (République Démocratique du Congo).

MBIATEM Albert (PhD), Enseignant-Chercheur à l'Université de Buéa (Cameroun) et membre de l'African Leadership Centre, King's College London, University of London.

MANDJACK Albert, Professeur de Science Politique, Université de Douala (Cameroun).

MAOUNDONODJI Gilbert, Docteur en Sciences Politiques et Sociales, Université Catholique de Louvain (Belgique), Agrégé de Science Politique, Directeur Général du Centre d'Études et de Recherches sur la Gouvernance, les Industries Extractives et le Développement Durable (CERGIED), N'Djamena (Tchad).

MENGNO TARDZENYUY Thomas, Chargé de Cours en Science Politique, Enseignant-Chercheur, Université de Bamenda (Cameroun).

MOSOH Lewis MULUH, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

MVELLE MINFENDA José Guy, Professeur de Relations Internationales, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Dschang (Cameroun).

NEMBOT NDEFFO Luc, Professeur d'Economie, Université de Dschang (Cameroun).

NGUEKEU NDONGMO Pierre, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

NGWE Luc, Docteur en Science Politique de l'Université Paris X Nanterre. Chercheur indépendant rattaché à différents groupes de recherches (France).

NODEM Jean Emet, Professeur de Sociologie, Université de Dschang (Cameroun).

NOUMBISSIE TCHOUAKE, Maître de Conférences en Histoire, Coordonnateur du Groupe de Recherche sur la Colonisation (GERCO), Université de Dschang.

MOUMOUNI Guillaume, Ph.D. (Peking University), Assistant-Professor, University of Abomey-Calavi, Bénin, Faculty of Law and Political Science, Department of Political Science.

NSOH NDIKUM Christopher, Professeur de Science Politique, Université de Yaoundé II (Cameroun).

NTUDA EBODE Joseph Vincent, Professeur de Relations Internationales et d'Etudes Stratégiques, Directeur du Centre d'Etudes Politiques et Stratégiques (CREPS), Université de Yaoundé II (Cameroun).

OMBALLA Magelan, Professeur de Science Politique, Université de Yaoundé II (Cameroun).

POKAM Hilaire de Prince, Docteur en Science Politique, Professeur de Relations Internationales, Université de Dschang (Cameroun).

SAHA Zacharie, Maître de Conférences en Histoire, Université de Dschang (Cameroun).

SADIO Adama, Docteur en Science Politique, Enseignant-Chercheur en Science Politique à Montpellier Business School et à l'Université Catholique d'Afrique de l'Ouest et à Madiba à Dakar (Sénégal).

SALI Aliyou, Maître de Conférences en Droit Public, Université de Dschang (Cameroun).

TSANA NGEUGANG Ramses, Docteur en Science Politique, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Douala (Cameroun).

WANDJI KEMAJOU Axel, Docteur en Droit Public, Enseignant-Chercheur, Université de Dschang (Cameroun).

WASSOUNI François, Professeur d'Histoire, Université de Maroua (Cameroun).

**Les opinions exprimées ici n'engagent que leur
auteur**

TABLE DES MATIERES

Hilaire de Prince POKAM , La construction de l'Union Africaine à l'épreuve de la souveraineté étatique.....	15
Hilaire LOMBAT KONG , L'approche globale de la sécurité dans l'analyse stratégique et sécuritaire	51
Romarie TIOGO , La Chine, l'Allemagne et le don du bâtiment communautaire à l'Union Africaine : enjeux et perceptions	79
Herménégilde Richard GUERET-GBAGBA et Alban Paul GAZÉLÉ LEMBY , La CEEAC et la sécurité collective : le cas du terrorisme.....	105
Pascal KOAGNE WEMBE , Les enjeux des principaux acteurs internationaux et locaux engagés dans la lutte contre Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad	123
Julien RAMADJI BEGOTO et Carine Gabrielle KAMNO , Réseaux d'acteurs et enjeux structurant la gouvernance des réfugiés au Tchad	1445
Landry YEPMOU , L'art scénique comme champ d'adoucissement de la violence politique au Cameroun	169
Boris METSAGHO MEKONTCHO, Blaise SOUMELONG , Transformations journalistiques et recomposition de l'espace médiatique camerounais à l'ère de la révolution numérique.....	191
MBAH Valentine TEBECK, Richard MBIFI and KELESE George NSHOM , The intricacies in guaranteeing a haven for social media users in times of snowballing cyber criminality in Cameroon....	2067

**LES ENJEUX DES PRINCIPAUX ACTEURS INTERNATIONAUX
ET LOCAUX ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE BOKO
HARAM DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD**

Par

KOAGNE WEMBE Pascal

Docteur en Science Politique

Université de Dschang

Résumé : Il y a au cœur de la mobilisation des principaux acteurs internationaux et locaux aux côtés des Etats du Bassin du Lac Tchad dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, la problématique des enjeux. Au sens de la perspective méthodologique de l'interaction stratégique, à travers plusieurs actions et plans d'actions qui constituent ainsi leurs enjeux manifestes, ces acteurs somme toute stratégies défendent au mieux ce qu'ils perçoivent être leurs intérêts. Ces intérêts ou enjeux latents déterminent plus les acteurs qui ne semblent plus se soucier de l'éradication du terrorisme qui paraît pourtant être l'une des questions urgentes pour la stabilité de cette partie du continent africain en proie à plusieurs menaces sécuritaires et environnementales. La lutte contre Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad ne devient donc rien d'autre qu'un terrain où se déroule un jeu aux enjeux manifestes et latents des acteurs qui ne se déploient pas nécessairement dans le but de faire finir les exactions des terroristes.

Mots clés : Acteurs - Bassin du Lac Tchad - Boko Haram – Enjeux - Interaction stratégique.

Abstract : The mobilization of international actors alongside the States of the Lake Chad Basin in the context of the fight against Boko Haram and in the sense of the methodological perspective of strategic interaction is certain through several actions and action plans which thus constitute their obvious issues. However, these are the justifications or the scenes set by these actors who are, after all, strategists to best defend what they perceive to be their interests. These latent interests or issues further determine the actors who no longer seem to care about the eradication of terrorism. The fight against Boko Haram in the Lake Chad Basin therefore becomes nothing other than a field where a game takes place with manifest and latent stakes of the actors who are not necessarily deployed with the aim of putting an end to the abuses of the terrorists.

Key words : Strategic interaction – Issues – Actors - Boko Haram - Lake Chad Basin.

INTRODUCTION

Parmi les pays qui se sont intéressés à la lutte contre le terrorisme, c'est la Grande Bretagne qui semble avoir donné la première tentative de définition la plus visible du concept de terrorisme comme une : « action ou menace d'action qui vise à influencer le gouvernement ou à intimider tout ou partie du public », avec pour objectif de « promouvoir une cause politique, religieuse ou idéologique », comportant « une violence grave contre les personnes ou de graves dommages contre les biens », ou qui « entraîne un risque sérieux pour la santé ou la sécurité de tout ou partie du public ». Le Secrétaire Général des Nations Unies proposait en 2005 de considérer le terrorisme comme « tout acte, outre ceux déjà visés par les conventions en vigueur, commis dans l'intention de causer la mort ou des blessures graves à des civils ou des non combattants, dans le dessein d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire »¹. C'est le lexique de Science Politique qui semble avoir donné la définition la plus exhaustive : « activités de groupes clandestins et organisés faisant le choix d'actions particulièrement violentes (assassinats, attentats, séquestrations, enlèvements, prise d'otage, sabotage etc). Le terrorisme demeure un phénomène Mondial »². C'est dans ce second sens que nous l'envisageons dans le cadre de cet article. L'Afrique n'est pas à l'abri, puisque la menace s'y répand à une vitesse fulgurante et pose des défis sans précédent aux États, à l'Union Africaine (UA) et aux organisations régionales. Aujourd'hui, plusieurs variantes de la criminalité transnationale organisée³ sont de plus en plus liées aux activités et aux sources de financement des groupes terroristes. Ceux-ci utilisent le continent à la fois comme un sanctuaire, un point de vulgarisation de leurs idéologies, un bassin de collecte de fonds et de recrutement, un endroit pour planifier et mener des attaques en Afrique et ailleurs et, enfin, comme une zone de prise d'otages et de transit. Le Nigeria et le bassin du lac Tchad sont parcourus par Boko Haram et ses branches dissidentes (Ansaru et l'État islamique en Afrique de l'Ouest). La menace que pose le terrorisme en Afrique fait l'objet d'une littérature importante.

¹¹ SMOUTS Marie Claude, BATTISTELLA Dario, VENNESSON Pascal, Dictionnaire des Relations internationales, Paris, Dalloz, 2^{ème} édition, 2006, p. 523-524.

² NAY Olivier (dir), Lexique de Science Politique, Paris, Dalloz, 4^{ème} édition, 2017, p. 1103.

³ NTUDA EBODE Joseph Vincent, le conflit Boko Haram au Cameroun, pourquoi la paix traîne-t-elle ? Yaoundé, PUA, 2017.

Le Bassin du Lac Tchad constitue un ensemble de quatre pays entre l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest à savoir : le Cameroun, le Tchad, le Nigéria et le Niger. Cet espace aux richesses naturelles alléchantes et d'une biodiversité sans égale constitue aujourd'hui l'épicentre d'un groupe et d'une variante de terrorisme qualifié de BOKO HARAM. C'est le groupe actif dans le Bassin du Lac Tchad. BOKO HARAM plonge ses racines dans le JIHAD au début du XIXe siècle lorsque la guerre sainte lancée par OUSMAN DAN FODIO vient balayer les structures traditionnelles de pouvoir encore empreintes d'animisme et fonder les bases d'un Etat dit moderne qui doit pratiquer le « califat de Sokoto »⁴. Entre les années 1990 et 2000, le Nord-Est du Nigéria est resté un territoire de non gouvernance et d'insécurité totale notamment avec le retour au pouvoir de civil au Nigéria. Ce retour au pouvoir de civils conclut sur la fragilité des questions sécuritaires de l'Etat globalement et de certains espaces qui ne pouvaient être mieux surveillés et considérés comme de potentiels dangers que par un pouvoir militaire assez fort structuré. Ainsi, concernant particulièrement le Nord-Est du Nigéria, pendant la décennie 1990-2000, aucune patrouille de l'armée ni de la police n'y était présente. Cela a donc servi d'espace prioritaire aux adeptes de cette espèce de violence qui procède des frustrations et de la corruption générées par le pouvoir exerçant plus au Sud du pays, terre fertile qui a donc été offerte comme un lieu d'asile neutre au groupe jihadiste qui a trouvé un espace d'entraînement surtout dans l'Etat de Maiduguri, trouvant l'Extrême-Nord du Cameroun et le Tchad comme leurs lieux de repli et de ravitaillement. On résume donc que ce groupe procède de la mauvaise gouvernance de l'Etat du Nigéria qui n'arrive pas à asseoir la souveraineté sur l'ensemble de son territoire et la mauvaise gestion des ressources économiques qui a tendance dans les années 2000 à 2010 à favoriser le Sud au détriment des Etats du Nord qui sont essentiellement musulmans⁵. Dans tous les cas la menace de cette secte devient très réelle et visible à partir 2011 et entre réellement sur agenda comme guerre terroriste en 2014. Cette nébuleuse dans le Bassin du Lac Tchad ne laisse pas indifférents les principaux acteurs de la communauté internationale à l'instar de la France, des Etats Unis et l'Union Européenne ainsi que certains acteurs locaux qui se mobilisent aux côtés de ces jeunes Etats dans le but de les aider à sauvegarder leur souveraineté. Mais il n'en est rien. Comme à

⁴ HISKETT Mervyn, *the sword of truth : the life and times of Shebu Usman dan Fodio*, Evanston, Northwestern University Press, 1994.

⁵ NANA NGASSAM Rodrigue, « Historique et contexte de l'émergence de la secte islamiste Boko Haram au Cameroun », Cahier Thucydide n°24, février 2020.

l'accoutumée, ces Etats ne sont pas des philanthropes. Ils peaufinent des stratégies pour défendre ce qu'ils perçoivent au mieux être leurs intérêts⁶ dans cet espace. C'est pour cette raisons qu'en utilisant l'approche méthodologique de l'interaction stratégique nous voulons ici cerner les enjeux⁷ des acteurs mobilisés dans le jeu de la lutte contre la secte terroriste du BOKO HARAM dans le Bassin du Lac Tchad au sens où ROJOT les envisage.

Quels sont les enjeux des principaux acteurs internationaux et locaux engagés dans la lutte contre le BOKO HARAM dans le Bassin du Lac Tchad ?

Notre développement pour répondre à cette question, consistera à démontrer que l'engagement des principaux acteurs de la société internationale ainsi que de certains acteurs locaux aux côtés des Etats du Bassin du Lac Tchad est réel : ces acteurs développent des stratégies visibles à travers plusieurs programmes que ROJOT qualifie d'enjeux manifestes (I) mais le côté caché des intérêts sous-jacents de ces acteurs les déterminent plus qu'un retour rapide à la paix à travers leurs enjeux latents (II).

I - LES ENJEUX MANIFESTES DES PRINCIPAUX ACTEURS INTERNATIONAUX ET LOCAUX ENGAGES DANS LA LUTTE CONTRE BOKO HARAM DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD.

Les enjeux sont les objectifs poursuivis. Conscients ou non, les acteurs engagés dans une situation organisationnelle poursuivent un enjeu⁸. Ceux-ci peuvent au préalable être formulés et connus par l'acteur (les enjeux ou objectifs manifestes formulés). Comme relèvent Michel Crozier, les enjeux manifestes sont ceux qui sont formulés en termes d'objectifs à atteindre par l'acteur à travers ses programmes d'action. On peut les lire puisqu'ils sont publiés en avance à l'engagement de l'acteur.

Au début de la phase la plus violente de la guerre contre BOKO HARAM en 2014, plusieurs acteurs de la communauté internationale

⁶ ARON Raymond, Paix et guerre entre les Nations, Paris, Calmann-Levy, 1965.

⁷ ROJOT Jacques, Théories des organisations, Paris éditions ESKA, 2006, p. 256-260.

⁸ Selon CROZIER Michel cité par ROJOT, les acteurs placés dans une situation organisationnelle ont toujours des objectifs ; conscients ou non, ils poursuivent un objectif qu'il analyse en termes d'enjeux. Chaque acteur peaufine donc mieux sa stratégie orientée vers l'atteinte de son ou ses objectifs. Que ces derniers soient formulés ou non, et, selon le cas, on parlera d'enjeux ou objectifs manifestes ou latents.

s'engagent parmi lesquels les plus en vue sont la France (A), les Etats Unis d'Amérique (B), la Russie et la Chine (C), ainsi que certaines organisations internationales à l'instar de l'Union Européenne et l'Union Africaine (D).

A - Les enjeux manifestes de la France

Le kidnapping contre rançon de la famille Moulin Fournier en plein début de la guerre du BOKO HARAM a très tôt déterminé la France à entrer en guerre aux côtés des pays du Bassin du Lac Tchad. Déjà la France pour montrer sa volonté manifeste et officielle à lutter contre BOKO HARAM dans les pays du Bassin du Lac Tchad, a convoqué et abrité la grande croisade de lutte contre le terrorisme au Nigéria le 17 mai 2014. C'est au cours d'ailleurs de ce sommet que le Président de la République du Cameroun déclarait « nous sommes ici pour déclarer la guerre au BOKO HARAM »⁹. Le pronom personnel « nous », somme-toute s'intéresse non seulement aux participants mais à l'organisateur de ce sommet qu'est la France et qui s'approprie ces propos au regard des applaudissements et de la reprise à maintes reprises de ces propos par le maître média français France 24 pendant toute une semaine. La France est donc résolue à aller dans le Bassin du Lac Tchad. D'abord sur la base des accords de défense qui existent depuis l'époque coloniale entre la France et le Tchad et entre elle et le Niger. Ces deux pays victimes des exactions du terrorisme du BOKO HARAM suffisent pour donner la route et la voie officielle à la mère patrie de s'engager dans cette région. Comme le déclare Emmanuel Macron en invitant les autres partenaires internationaux avec qui il souhaite partager les coûts de cette guerre « il ne s'agit pas de se marcher sur les pieds entre alliés en Afrique, mais plutôt d'établir les bases d'une nouvelle alliance aux fins de partage des coûts de la guerre »¹⁰. La France manifeste son intérêt à l'objectif d'éradication du terrorisme dans le Bassin du Lac Tchad dans ces expressions d'Emmanuel Macron : « avec l'Afrique, nous avons un destin lié, il y a une chose qu'on ne peut pas enlever à la France et l'Europe et qui nous différencie des Etats-Unis et de la Chine, c'est que si l'Afrique échoue, l'Europe ne peut pas réussir. Le destin européen est lié au destin africain. Nous ne pouvons pas réussir sans vous »¹¹. Elle est pour ainsi dire engagée à lutter contre le BOKO HARAM au Nigéria à la faveur d'un dialogue et d'une coordination franche dans la

⁹ BIYA Paul au sommet de Paris sur la sécurité au Nigéria le 17 mai 2014.

¹⁰ KOUNGOU Léon, BOKO HARAM, Le Cameroun à l'épreuve des menaces, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 62.

¹¹ Propos du Président MACRON au cours de l'échange « Parlons d'Afrique » avec les diasporas africaines le 11 juillet 2019.

stratégie commune de riposte à cette « menace globale » et non seulement pour protéger et rassurer ses ressortissants, mais également pour tenter de rompre l'ancienne barrière entre les pays de l'Afrique francophones et anglophones en Afrique¹². Non sans traduire dans les discours et les télégrammes qu'en tant que première économie africaine, le Nigéria est le pays le plus peuplé d'Afrique et le premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne¹³. Il s'agit donc aussi, et Paris ne le cache pas, de protéger les avoirs et le patrimoine français sur le territoire du Nigéria et de ses voisins. La France a intérêt à protéger ses ressortissants ainsi que ses avoirs. Cependant au Tchad comme au Niger, les objectifs formulés par Paris vont bien au-delà puisqu'en dehors du cadre informel du réseau de partenariat, ce pays a des accords de défense avec le Tchad et le Niger depuis la prime indépendance qui prennent la nature même des accords de protection militaires en cas d'attaque de ces deux pays. Ce n'est pourtant pas le cas des Etats-Unis qui perçoivent la question autrement.

B - Les enjeux manifestes des Etats-Unis

Les Etats-Unis ont toujours été engagés dans tous les théâtres concernant les questions de lutte contre le terrorisme. On n'oublie pas que ce pays est l'une des premières cibles de AL QUAÏDA dans la première heure de la décennie 2000 à 2010. En effet, depuis les attentats du 11 septembre 2001, le pays de Georges Bush est plus que jamais engagé sur tous les fronts et considère le terroriste partout où il se trouve comme un ennemi. Autrement dit, ces attentats qui ont tenté de remettre en cause la superpuissance américaine, ont déterminé les Etats-Unis à entrer en guerre contre toute forme de terrorisme dans le monde entier¹⁴. Au début de la guerre contre BOKO HARAM, les Etats-Unis ont offert 7 millions de dollars pour la traduction en justice d'Aboubakar Shekau. Les Américains n'ont pas caché leur volonté de mettre sur le terrain au Cameroun et au Tchad des conseillers et instructeurs militaires en vue de former et de soutenir les forces de sécurité dans la lutte contre les terroristes. Plusieurs stages de renforcement des capacités ont été organisés sous l'égide du commandement de l'AFRICOM dans le but d'élaborer la stratégie commune contre les diverses formes d'insécurité (piraterie maritime, kidnapping, les trafics d'armes, de drogues et stupéfiants, détournement de

¹² Discours de MACRON lors de sa visite à Accra au Ghana le 30 novembre 2017.

¹³ Le Nigéria représente le premier pays producteur des hydrocarbures à la France ; plus de 130 entreprises françaises y sont installées. Plus de 50 entreprises au Cameroun et au Niger et une population française assez importante entre résident et touristes.

¹⁴ Voir BOULANGER Philippe, Géographie militaire et géostratégie. Enjeux et crises du monde contemporain, Paris, Armand Colin, 2015, p. 64 et ss.

pétrole brut et bien d'autres actes accomplis par des terroristes)¹⁵. Dans le même ordre d'idées, les Etats-Unis ont apporté un appui matériel aux troupes engagées sur ces fronts au Tchad surtout et au Cameroun : en témoignent le don des gilets pare-balles et des casques lourds de protection effectué par son ambassadeur le 19 février 2015 à Douala accompagné d'un discours d'encouragement et de promesse de renouveler cette aide en matériel militaire dans le but d'éradiquer ou de faire échec total aux terroristes du BOKO HARAM. Ils ont également installé une base de drone de surveillance et de renseignements tactiques à Garoua en octobre 2015 pour surveiller toute la frontière avec le Nigéria et le Tchad par où émergeaient les plus grands nombres d'attaques. Dans le même mois d'octobre 2015, on note l'arrivée d'un contingent militaire américain à Garoua sous le commandement du Général Rodriguez David qui a d'ailleurs été reçu par le Président Paul Biya au palais de l'Unité le lendemain de son arrivée. Au total, les Etats-Unis ont octroyé entre janvier 2015 et novembre de la même année, la somme de 72 millions de dollars au Cameroun et ses voisins du Bassin du Lac Tchad dans les efforts d'éradication de l'ennemi commun. Bref le Pays d'OBAMA est déterminé à offrir « une assistance militaire (entraînement et matériel) et une aide considérable (un montant de 5 milliards de dollars) dans un partenariat contre le terrorisme et un fonds principalement à destination de la Somalie, du Mali, de la Libye et du Yémen, mais conditionnel à la bonne gouvernance »¹⁶. Les Etats-Unis sont également passés de la parole à l'acte en opérationnalisant le renseignement et la communication comme ils avaient annoncé en 2015 pour la lutte contre les djihadistes. C'est également dans ce sens que lors de sa visite au Nigéria en novembre 2017, le secrétaire d'Etat américain adjoint John Sullivan en prescrivant une enquête et la transparence dans la gestion de l'aide alloué par son pays au Nigéria, a déclaré « des enquêtes transparentes et crédibles, ceci est essentiel pour renforcer la confiance au sein du peuple dans le gouvernement, améliorer les efforts de sécurité dans le Nord-Est et inciter les Etats-Unis à coopérer davantage avec le Nigéria ». Selon le diplomate américain, « les Etats-Unis sont déterminés à aider le peuple nigérian à assurer sa propre sécurité, mais la puissance militaire seule ne suffit pas il faut la bonne gouvernance même déjà dans la gestion de l'aide à la lutte

¹⁵ NDOUTOUME NGOME Jonathan, « terrorisme et piraterie : quelle sécurité pour les mers du golfe de Guinée ? », dans NTUDA EBODE Joseph Vincent (dir), Piraterie et terrorisme : de nouveaux défis sécuritaires en Afrique centrale, Yaoundé, PUA, FES, 2010.

¹⁶ HAINE Jean Yves, « L'endiguement renforcé. Les politiques de la sécurité de la France et des Etats-Unis en Afrique », note de l'IFRI, février 2016, p. 10.

contre l'insécurité dans le Nord-Est du pays ». Au cours de cette même visite, l'Américain a ajouté que les Etats-Unis n'aident pas seulement le Nigéria, mais le Cameroun, le Tchad et le Niger. Par cette mobilisation aux côtés des pays du Bassin du Lac Tchad, l'objectif est d'éradiquer le Boko Haram et les Etats-Unis appellent officiellement les autres alliés de la société internationale à se manifester pour la lutte contre le terrorisme qui est pour eux une menace globale au sens où la qualifiait le Président Paul Biya.

C - Les enjeux manifestes de la Russie et la Chine

Le 15 avril 2015, alors que nous sommes encore en début des opérations sur le terrain dans le but d'abdiquer le Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad, la Russie a signé un accord de défense et de coopération militaire avec l'Etat du Cameroun : cet accord intervenu en pleine guerre montre la détermination de la Russie tout au moins la volonté manifeste d'aider le Cameroun à venir à bout de ce monstre sécuritaire aux actions affreuses diversifiées. Par ailleurs, la Russie n'a pas hésité à l'appel du Président de la République du Cameroun à envoyer une aide alimentaire considérable en termes de farine de blé et d'huile de tournesol dont la quantité peut être évaluée à un peu plus de 3 millions de dollars. Les objectifs manifestes de la Russie sont traduits par ce message fort adressé au Président camerounais par l'Ambassadeur de Russie en janvier 2015 : « la Russie est consciente de l'ampleur de la menace sécuritaire ; elle va fournir au Cameroun quelques armements et systèmes les plus sophistiqués de dernière génération pour venir à bout de cette menace »¹⁷. C'est après tout ceci que le gouvernement tchadien va émettre le vœu d'avoir un accord conjoint de lutte antiterroriste avec le gouvernement de la Russie ; à la suite du Cameroun, MAHAMAT SALEH ANNADIF a encore émis ce vœu ce 21 février 2023. Au total, la Russie a pour objectif manifeste d'œuvrer aux côtés des Etats du Bassin du Lac Tchad dans le grand combat contre le terrorisme du Boko Haram.

Dans cette guerre, la Chine qui ne formule pas à proprement parler des objectifs manifestes de son action, reste cependant active du côté du Nigéria et du Cameroun : en fait elle est active aux côtés du Nigéria en lui fournissant du renseignement prévisionnel satellitaire et des drones de

¹⁷ A déclaré NIKOLAY RATSIBORINSKIY Ambassadeur de la République Fédérale de Russie au Cameroun lors de sa visite au palais de l'Unité en janvier 2015, propos repris par Le Figaro, mis à jour le 16 janvier 2015.

combat¹⁸. Au Cameroun, l'Empire du Milieu annonce dès l'entame de la guerre du Boko Haram sa coopération dans la pratique de l'exercice militaire et surtout en vue de l'efficacité dans la lutte contre Boko Haram et la piraterie maritime¹⁹. L'objectif de la Chine dans la pratique de l'« exercice militaire conjoint » c'est « d'échanger des informations pouvant aider à mieux combattre l'insécurité d'où qu'elle vienne ». Certains Etats pris individuellement sont donc engagés en formulant ou non le vœu de combattre aux côtés des Etats du Bassin du Lac Tchad dans le but d'abdiquer ou d'éradiquer totalement le Boko Haram dans cet espace de l'Afrique subsaharienne mais également certaines organisations internationales à l'instar de L'Union Européenne et surtout l'Union Africaine.

D - Les enjeux manifestes de l'Union Européenne et L'Union Africaine.

1 - Les enjeux manifestes de l'Union Européenne

En Janvier 2015, dans la perspective de l'implémentation du multilatéralisme intégral, cette organisation s'engage par un télégramme officiel à soutenir la Force Multinationale Mixte mise en place par le Cameroun, le Nigéria, le Niger et le Tchad. Le 02 août 2016, par un autre télégramme officiel, la même organisation promet d'apporter un financement de 55 millions de dollars à la force régionale chargée de la lutte contre Boko Haram au Nigéria. Elle a passé le 02 octobre 2016 un accord cadre par lequel elle a promis et aussitôt affecté le renfort de la coordination régionale mise sur pied pour la riposte contre le Boko Haram. Lors de la rencontre avec le Président nigérian à l'époque, le représentant de l'Union Européenne avait promis que l'organisation devrait « fournir des moyens de transport et de communication au siège de la force multinationale, qui se trouve à Ndjamena au Tchad »²⁰.

2-Les enjeux manifestes de l'Union Africaine

Les enjeux manifestes de l'Union Africaine sont résumés dans le document cadre intitulé : Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise de Boko Haram. Ce document cadre entérine toutes les

¹⁸ KELSEY Atherton D, « Watch Nigeria's first confirmed drone strike against Boko Haram » popular science, 3 février 2016.

¹⁹ POKAM Hilaire De Prince, Le Cameroun à l'épreuve de l'insécurité en Afrique centrale depuis le nouveau millénaire, Paris, L'Harmattan, 2018, p. 102-103.

²⁰ BBC NEWS Afrique, 02 août 2016.

dispositions prises auparavant notamment la création de la force multinationale mixte bref toutes les résolutions prises dans le cadre de la conférence organisée par l'Union Africaine et la commission du Bassin du Lac Tchad entre le 02 et le 04 août 2017. Les lignes directrices de ce document cadre sont : le renforcement de la coopération politique entre les Etats du Bassin du Lac Tchad ; le renforcement des capacités nationales ; les communautés économiques régionales doivent jouer un rôle fondamental ; l'amélioration des capacités de la CBLT et de la CUA ; le renforcement du soutien aux opérations de la FMM ; le renforcement de la sécurité communautaire et le rétablissement de l'Etat de Droit ; la prise en compte et la gestion des groupes d'auto-défense ; la promotion des Droits de l'Homme ; le triage et désarmement ; la justice transitionnelle ; la réhabilitation et réconciliation ; la réinsertion et la réintégration ; la réponse humanitaire ; la protection et le soutien psychosocial ; la bonne gouvernance ; le renforcement des programmes d'éducation, d'apprentissage et de formation ; la prévention de l'extrémisme social et la construction de la paix ; l'intégration et la prise en compte des femmes et des jeunes dans les processus décisionnel et de mise en œuvre²¹. Cette liste est bien loin d'être exhaustive sur les plans d'action ou objectifs dressés par l'Union Africaine validant ainsi la stratégie sous-régionale adoptée pour la réponse collective à Boko Haram par les Etats du Bassin du Lac Tchad ainsi que la CEEAC et la CEMAC.

En somme, les acteurs engagés aux côtés des Etats du Bassin du Lac Tchad qu'ils soient pris individuellement ou dans le cadre d'une organisation, émettent toujours chacun soit un plan d'aide à apporter soit un programme d'action ou d'appui au départ, soit sous forme de télégramme, de message ou même de document stratégique. Ce sont ces programmes que Elias Norbert analyse en termes de justificatifs de leurs présence mais l'auteur cité par Rojot relève que tout ceci n'est que le prétexte émis par ces acteurs stratèges dans un contexte où ce qui compte plus sont les intérêts à défendre : d'où la problématique des enjeux latents des acteurs.

²¹ Voir à ce propos le document cadre sur la stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise du Boko Haram ; du Bassin du Lac Tchad ; Commission du Bassin du Lac Tchad, commission de l'Union Africaine, août 2018.

II - LES ENJEUX LATENTS DES PRINCIPAUX ACTEURS INTERNATIONAUX ET LOCAUX ENGAGES DANS LA LUTTE CONTRE BOKO HARAM DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

La plupart d'entre les acteurs qui interviennent ici sont des Etats que Thomas Shelling considère comme « des joueurs qui adoptent, dans les relations internationales, des postures stratégiques où s'élaborent des jeux incessants de conflits et de négociations »²². Pour Norbert Elias, dans le jeu des acteurs, on distingue même encore les acteurs de la cage supérieure qui peuvent correspondre à ceux qui peuplent l'environnement de l'exécutif des organisations internationales comme l'ONU, les acteurs de la cage moyenne et ceux de la cage inférieure²³. Dans tous les cas leurs objectifs manifestes s'apparentent à des capitaux dont ils effectuent des placements pour mieux défendre de manière la plus rationnelle leurs enjeux latents²⁴. Les acteurs étatiques les plus en vue (acteurs de la cage supérieure), que constituent par exemple la France, les Etats Unis, la Chine et la Russie voir la Grande Bretagne ici, dans leurs logiques de rester les plus en vue, vont se mobiliser dans cette rationalité plus que les autres dont les enjeux latents semblent un peu minoritaires les rendant un peu effacés de la scène sans pour autant être absents.

A - Les enjeux latents des acteurs étatiques plus engagés

Il s'agit ici de la France (1), les Etats Unis (2), la Grande Bretagne (3) la Chine et la Russie (4).

1 - Les enjeux latents de la France

Devant la situation du terrorisme dans le Bassin du Lac Tchad, la France ne peut rester indifférente et ce qu'elle ne peut pas rapidement dire c'est qu'elle doit rassurer ses ex-colonies de son rôle de protectrice. En vertu des accords de défense passés entre elle et certains de ces pays, le pays d'Emmanuel Macron va se servir de sa présence anticipée sur ce théâtre pour faire le pré-carré de ses sources d'approvisionnement en matières premières par exemple. Comme relevait le groupe AGIR ICI SURVIE, la France mobilise ce réseau de multilatéralisme informel jadis

²² Laroche Josepha cité par POKAM (HDP), op. cit., p. 130.

²³ Par référence aux acteurs de la cage supérieure que sont les membres permanents du Conseil de Sécurité.

²⁴ FRIEDBERG Erhard, le pouvoir et la Règle. Dynamiques de l'action organisée, Paris, Editions Seuil, 1993, p. 25 et ss.

qualifié de la « Françafrique »²⁵. Plus concrètement, une menace à la hauteur de celle de Boko Haram interpelle la mère patrie du Tchad, du Cameroun et du Niger sur plusieurs plans.

Au plan diplomatique, la France doit rassurer ses ex-colonies qu'elle reste bien meilleure pour leur défense en cas d'attaque à leur souveraineté ; et comme relevait François Hollande « je disais que parfois nous courons le risque d'agir seul. Je réponds que nous ne sommes pas seuls, nous sommes les premiers et les meilleurs et resterons les premiers »²⁶. C'est dans cet esprit qu'elle veut se tailler le leadership dans toute intervention en ce qui concerne les initiatives dans la lutte contre l'insécurité en général et la guerre contre Boko Haram en particulier. Sur ce plan également, la France défend l'espace politique de la Francophonie chère à sa politique étrangère²⁷. Il faut construire sa puissance et protéger ses intérêts économiques, ce qui constitue une priorité pour la France. Comme le relevait Pommerolle Marie-Emmanuel, « en effet le Cameroun en particulier est un pays stratégique dans une région en proie aux difficultés. Les intérêts français y sont bien implantés »²⁸.

Au plan économique : l'engagement de la France du côté des Etats du Bassin du Lac Tchad se résume dans ces propos : « il y a une chose qu'on ne peut pas enlever à la France et l'Europe et qui différencie des Etats-Unis et de la Chine, c'est que si l'Afrique échoue, l'Europe ne peut pas réussir. Le destin européen est lié au destin africain. Nous ne pouvons pas réussir sans vous »²⁹. Plus concrètement, le Niger seulement dans le Bassin du Lac Tchad détient la troisième plus grande réserve de l'Uranium dans le monde. La France commence l'exploitation de l'Uranium au Niger en 1968. De sources dignes, une ampoule sur trois brille en France grâce à l'Uranium du Niger. Cette ressource inévitable et alléchante pour l'économie de la France est l'un des déterminants principaux qui tient la mère patrie à aller dans les pays du Bassin du Lac Tchad. Qui plus est, le Cameroun et le Tchad disposent également d'un des meilleurs barils de pétrole cher à l'économie française. Dans ce registre, nous connaissons

²⁵ AGIR ICI-SURVIE, Dossiers Noirs de la politique africaine de la France, dossier n°1 1999, p. 8-22.

²⁶ Discours de François Hollande à la XXIIe conférence des ambassadeurs de France le 28 août 2014 à Paris.

²⁷ Voir ici CHALIAND Gérard, L'enjeu africain, géostratégie des puissances, Paris, Editions complexes, 1984, p. 16 et ss.

²⁸ POKAM (HDP), op. cit. p. 159.

²⁹ Voir Discours d'Emmanuel MACRON au cours de l'échange « Parlons Afrique » avec les diasporas africaines à l'Élysée le 11 juillet 2019.

l'influence de la compagnie Total et du groupe Bolloré dans l'exploitation des ressources naturelles et énergétiques au Tchad et au Cameroun ainsi que dans l'exploitation et la sécurité des zones portuaires qui est également une voie d'acheminement des ressources. Sans compter que le Nigéria représente aujourd'hui la 20^{ième} puissance économique du Monde, première puissance économique de l'Afrique et surtout premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne de par la densité de sa population clientèle sûre de la France³⁰. Au total, ce qui détermine la France à agir aux côtés des Etats du Bassin du Lac Tchad se résume à la recherche de l'affirmation de sa puissance, de son leadership ; la protection de ses intérêts économiques, la protection de ses ressortissants et surtout l'élargissement de l'espace de la francophonie. Ses enjeux latents ici sont plus anciens des suites de sa proximité coloniale mais les Etats-Unis sont de plus en plus intéressés par l'Afrique en général et le Bassin du Lac Tchad en particulier.

2 - Les enjeux latents des Etats-Unis

Les Etats-Unis trouvent tout d'abord ici, un autre théâtre sur lequel ils doivent une fois de plus démontrer qu'ils n'ont rien perdu de leur puissance hégémonique tant défendue par Georges Bush depuis la fin de la guerre froide. Ils affirment donc ainsi la volonté de renouveler leur leadership dans le monde. Par ailleurs, le pays d'Obama ne cache pas ses calculs stratégiques par rapport au volet énergétique de sa politique extérieure pour l'Afrique du Golfe de Guinée. Dans la mesure où conscients qu'ils ne possèdent que 2,8% de réserve pétrolière dans le monde et que la demande nationale même du pays ne cesse de s'accroître, les Etats-Unis, déçus dans le Golfe Arabo-persique par la concurrence d'autres exploitants, se sont décidés depuis 2009 à tirer 25% de ressources énergétiques dans l'Afrique du Golfe de Guinée où le Cameroun et le Nigéria semblent avoir les meilleurs barils. Il s'agit non seulement de protéger ces intérêts énergétiques mais également de protéger les voies d'accès parmi lesquelles les littoraux maritimes représentent les points les plus stratégiques pour l'acheminement de ces ressources. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis sont sur tous les fronts engagés à la lutte contre Boko Haram et surtout la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée³¹. S'agissant du Nigéria à lui seul, sa réserve prouvée de pétrole est

³⁰ Voir PIAMEU NDE Prince Darwin, « La construction des enjeux latents des acteurs internationaux dans la lutte contre le Boko Haram au Cameroun » IMJST, Vol. 6 juillet 2021, p. 5.

³¹ POKAM (HDP), op. cit., p. 154.

passée de 16,7 milliards de barils en 1984 à 21 milliards en 1994 et à 35,3 milliards en 2004³². De sources dignes de foi, avec 1,1 million de baril par jour, les Etats-Unis ont reçu en 2004 plus de 50% des exportations pétrolières nigérianes (NNPC plus part des compagnies privées). Le Nigéria est ainsi le cinquième fournisseur de brut de Washington³³. Au Tchad, ils ont implanté depuis 2005 deux compagnies pétrolières à savoir : Chevron texaco (USA) et Marathon oil corp.(USA) qui est une filiale de Conoco Philips Petroleum avec des chiffres d'affaire au-delà de 200 millions de dollars. Sans compter Exxon Mobil, Royal Dutch Shell Total et Chevron. Chevron par exemple a offert un matériel militaire très important contenant hélicoptères, bateaux et autres équipements utilisés par l'armée dans la lutte contre Boko Haram. Rien que ces quelques chiffres peuvent montrer à suffisance le côté caché de l'engagement des Etats-Unis dans la lutte contre Boko Haram. Sans compter les autres ressources dont regorge cet espace : le Gaz au Cameroun et au Niger, le fer, les diamants, le colbat, la bauxite ainsi que l'uranium. Il ne s'agit donc pas seulement de renforcer les capacités et de fournir des renseignements tactiques dans le cadre des programmes de l'AFRICOM, mais surtout de la protection de ses avoirs et des voies d'accès pour l'approvisionnement en ressources naturelles. C'est aussi et enfin un commerce non négligeable pour les armes, munitions et autres instruments de guerre à l'instar des navires de guerre, des avions de guerre (C.130 et pilotes de chasse par exemple) ainsi que du matériel de camouflage et de blindage sur les théâtres de combat. Un marché symbolique dans lequel Washington peut valablement vendre son savoir-faire en matière de combat anti-terroriste.

3- Les enjeux latents de la Grande Bretagne.

Au sens où Hans J Morgenthau envisage la question des enjeux latents, « les hommes d'Etat ne pensent et agissent qu'en terme d'intérêts »³⁴. La Grande Bretagne ne formule pas de message officiel au sujet de son intervention au Nigéria ni au Tchad encore moins au Cameroun ou au Niger. Mais, sur le terrain, elle se déploie à une protection plus proche de la British petroleum au Tchad qui est une compagnie pétrolière allant au-delà de l'exploitation simple du pétrole. Il va de soi que la mère patrie du Nigéria lui a apporté une aide financière dans la lutte contre Boko Haram mais il s'agissait surtout de protéger ses ressortissants

³² Statistical review of world energy, juin 2005.

³³ LOPEZ Philippe Sébille, « Les hydrocarbures au Nigéria et la redistribution de la rente pétrolière », dans *Afrique Contemporaine*, N°216, 2005, p. 157-185.

³⁴ MORGENTHAU J Hans, *Politics Among Nations*, New-York A. Knop, 1973.

sur le terrain du Nigéria qui est classé douzième dans la production mondiale du pétrole en 2006 alors que la Grande Bretagne est classée par la même source quatorzième dans la consommation mondiale³⁵. Il est également important de signaler que British Petroleum a pour chiffre d'affaires rien qu'au Tchad et au Nigéria 69858 millions de dollars entre 1997 et 2002 et est classée troisième plus grande compagnie pétrolière dans le monde en 2003³⁶. La Grande Bretagne pour répondre au cri d'appel « à menace globale réponse globale » lancé par le Président BIYA, ne va pas mobiliser des troupes mais agir dans l'ombre non seulement par solidarité pour l'expansion de la politique du Commonwealth mais surtout pour protéger ses intérêts qui sont plus commerciaux car depuis les indépendances, ce pays qui avait des liens coloniaux faibles puisqu'il pratiquait le indirect rule, laisse plus la possibilité à ses anciennes colonies de s'affirmer capables de résoudre leurs problèmes par eux-mêmes. Preuve en est qu'elle n'a pas assez d'accords de protection avec ses anciennes colonies.

4 - Les enjeux latents de la Chine et la Russie

La Russie depuis fort longtemps ne s'était pas intéressée au Bassin du Lac Tchad. Si oui comme un espace commercial pour la vente du son de blé et du blé bref des denrées consommables. Mais depuis le début des années 2000, elle a commencé à intensifier ses relations avec les Etats comme le Cameroun, le Tchad et le Nigéria. Au début de la guerre contre le Boko Haram, elle a fait une promesse forte au Cameroun par exemple de lui fournir le matériel militaire de pointe pour une lutte plus efficace. Or depuis cette promesse qui leur a valu la conclusion d'un accord de défense, la Russie est plus préoccupée par la vente de la farine et du son de blé de plus en plus cher dans l'espace CEMAC. Par ailleurs l'engagement de la Russie ces derniers temps dans la lutte contre les insécurités dans les pays du Bassin du Lac Tchad vise également à apporter un challenge à la politique extérieures de ses rivaux que constituent la France et les Etats-Unis. Comme l'affirmait Poutine en début 2022, « je ne ferais pas de guerre contre la France pour ses prises de position contre la Russie mais j'aiderai les pays africains à prendre conscience des méfaits de la politique extérieure de la France contre eux et lorsqu'ils vont se révolter, la dialectique de Hegel et de Marx va se réaliser : la France deviendra le pays le plus pauvre de l'Europe et les Français iront demander l'emploi en

³⁵ Base des données British Petroleum, statistical Review of World Energy, juin 2007.

³⁶ CHEVALIER Jean Marie, Le pétrole dans l'économie mondiale, Questions internationales, N°2 juillet-août 2003, la documentation française, Paris, 2003, p. 27.

Afrique »³⁷. Le mal être que sa présence aux côtés des Etats du Bassin du Lac Tchad va provoquer pour la France résumera ici l'affirmation de sa puissance dans cette aire géographique aux ressources non négligeables pour Moscou qui ne cesse d'intensifier sa présence en matière de vente et fourniture du matériel militaire et de savoir-faire en guerre aux côtés des jeunes armées de ces Etats.

Pour la Chine, intervenir aux côtés des Etats du Bassin du Lac Tchad c'est moins comme par le passé s'attirer de nouveaux sympathisants de la doctrine du communisme. L'enjeu traverse ces simples considérations somme toutes légitimes. La zone des pays du Bassin du Lac Tchad constitue pour l'Empire du Milieu, un espace de confrontation de son offre commerciale en matière de fourniture de matériels militaires, de l'armement (plus que jamais, son AK49 doit être vendu et utilisé par les militaires des quatre pays du Bassin du Lac Tchad), l'offre de formation des forces spécialisées antiterroristes, les équipements de communication et des drones de surveillance. Telles sont pour la Chine des retombées de la coopération militaire avec les pays du Bassin du Lac Tchad engagés dans la lutte contre la terreur du groupe Boko Haram³⁸. Qui plus est, elle est engagée au Tchad et au Cameroun puisque propriétaire de la China Petrol compagny. Elle est également partenaire incontournable du Cameroun dans l'exécution de plusieurs contrats de marché public pour la réalisation de plusieurs ouvrages publics (Routes, ponts etc...).

Il va donc de soi que maintenir l'ordre et la sécurité collective, constitue moins ce qui perturbe le sommeil des acteurs étatiques les plus engagés aux côtés des Etats du Bassin du Lac Tchad. Il s'agit plus de la quête des ressources naturelles, la sécurisation des voies d'accès à ces ressources, la protection de leurs ressortissants et de leurs compagnies pétrolières, ainsi que du commerce de leurs matériels militaires et de leurs savoir-faire sur les théâtres d'opérations³⁹. Il en est sans doute de même pour quelques acteurs les moins engagés.

³⁷ Propos du Président Russe en réponse aux allégations du Président MACRON après le sommet du G20 sur la situation de la guerre en Ukraine notamment après le plan de sanction proposé par la France contre la Russie pour ses exactions en Ukraine.

³⁸ NTUDA EBODE Joseph Vincent, (dir), Le conflit Boko Haram au Cameroun, pourquoi la paix traîne-t-elle ? FES, Yaoundé, 2017, p. 18.

³⁹ Voir POKAM (HDP), op. cit., p. 136-145.

B - Les enjeux latents des acteurs moins engagés mais présents sur le théâtre de la lutte

Il s'agit ici des acteurs comme l'Union Européenne et le groupe Banque Mondiale (1) ainsi que des acteurs locaux concernés (2).

1 - Les enjeux latents de l'Union Européenne et du groupe Banque Mondiale

L'Union Européenne a apporté une contribution financière à répartir pour le soutien à la lutte contre Boko Haram dans les quatre pays du Bassin du Lac Tchad. Cette contribution de 50 millions d'euros, est libérée en réalité pas sous forme d'un don mais à la suite de l'accord de coopération signé le 1^{er} août 2016 entre la Commission Européenne et la Commission de l'Union Africaine⁴⁰. Tout ceci grâce à l'initiative prise par les pays du Bassin du Lac Tchad et le Bénin pour lutter contre Boko Haram dans la sous-région. Ceci est donc plus un placement qu'une aide. Il est vrai que particulièrement en ce qui concerne le domaine de la sécurité maritime, elle a apporté une aide financière et logistique pour la formation et l'amélioration des capacités opérationnelles de la marine camerounaise. Elle a, courant 2017 apporté une assistance humanitaire aux réfugiés et déplacés internes dans l'Extrême-Nord du Cameroun.

Dans les pays du Bassin du Lac Tchad qui sont d'abord des débiteurs avérés de la Banque Mondiale, il est clair que le Groupe Banque Mondiale constitue une caution permanente pour certains acteurs pétroliers qui envisagent effectuer des placements générateurs de bénéfices dans une quelconque compagnie pétrolière de ces pays⁴¹. « Alors que le FMI se préoccupe de l'impact macroéconomique du comportement des principaux acteurs du jeu pétrolier, le Groupe Banque Mondiale joue parfois un triple rôle : banquier, aval financier et caution politique », le tout semble résumé dans cette phrase de Maoundonodji Gilbert. Il est donc moins question d'éradiquer le terrorisme du Boko Haram, mais plus question de creuser les contrats financiers et la dette extérieure des pays du Bassin du Lac Tchad confirmant ainsi les déclarations de Raymond Aron qui rappelait qu'« il n'y a pas de philanthropie en relations internationales ».

⁴⁰ Déclaration du SG des Nations Unies dans la Press.un.org le soir du 4 août 2016 se félicitant du soutien de l'Union Européenne.

⁴¹ MAOUNDONODJI Gilbert, « les enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'exploitation du pétrole au Tchad », thèse de Doctorat en Science Politique, Université Catholique de Louvain, 2009, p. 224 et ss.

2 - Les enjeux latents des acteurs locaux concernés.

Au plan local, le Tchad se présente comme l'acteur étatique le plus actif⁴² ; ceci sans doute du côté du Cameroun puisqu'il constitue la seule voie d'accès à la mer pour l'écoulement de ses produits et son pétrole par le biais du pipe-line. Egalement, nous savons que la voie du Golfe Arabo-persique lui avait été fermée depuis la Guerre dans la bande d'Aouzou dans le Sud du Soudan et du côté droit de Ndjamena c'est le désert. Donc l'unique porte de sortie la plus sûre du Tchad c'est l'Extrême-Nord du Cameroun et/ou à la limite le Nord-Est du Nigéria. Le Tchad a également intérêt à se battre un peu plus que les autres puisque les menaces du Boko Haram vont endiguer son économie qui risque de connaître une grande flambée due aux difficultés d'exportation. Enfin elle veut se tailler un leadership sous-régional dans la lutte contre les grandes menaces sécuritaire en affirmant la puissance de feu de son armée antiterroriste. Pour le Cameroun, il s'agit de repousser une menace capable de rendre plus poreuse sa frontière avec le Tchad par Yagoua (environ 400 km) et avec le Nigéria à partir de Blangoua en passant par Makari, Kerawa, Amchidée, Kolofata (environ 700km avec le Nigéria). Il faut par ailleurs pour le Président camerounais, d'éviter tout soupçon de complot de guerre contre le Nigéria qui avait déjà connu une autre avec le Cameroun dans la péninsule de Bakassi⁴³. Le Nigéria quant à lui doit sécuriser son réseau informel de trafic sur la frontière avec le Cameroun et le Niger. Point n'est besoin de rappeler que 30% de carburant brut du Nigéria est vendu par ces réseaux informels entre le Cameroun, le Tchad et le Niger et va jusqu'en Centrafrique via le Cameroun. Enfin le jeu primordial est sécuritaire : tous ces quatre Etats du Bassin du Lac Tchad qui courent pour le développement et pour la lutte contre l'assèchement du Lac Tchad, se voient mal accepter encore que cet autre défi s'installe pour davantage les mettre en difficulté⁴⁴.

⁴² Lire ici International Crisis Group, « Tchad : entre ambitions et fragilités », rapport n°233, 30 mars 2016, p. 10 et suivantes.

⁴³ La déclaration de guerre faite par le Président Paul BIYA avait anéanti totalement tout soupçon de la part du gouvernement du Nigéria qui pouvait croire que comme le Boko Haram voulait faire de l'Extrême nord du Cameroun une base arrière de refuge et de ravitaillement, c'était par complot avec le gouvernement de Yaoundé.

⁴⁴ POKAM (HDP), op. cit., p. 169.

CONCLUSION

Dans l'ensemble, à la question de savoir quels sont les enjeux des acteurs engagés dans la lutte contre le terrorisme du Boko Haram, nous nous sommes servis des postulats méthodologiques de Jacques Rojot citant les travaux de Michel Crozier et H. Freiberg dans sa théorie des organisations, pour démontrer que : d'une part, les acteurs internationaux qui se mobilisent dans le Bassin du Lac Tchad perçoivent réellement le problème sécuritaire posé par la menace du Boko Haram comme une réelle menace à la sécurité collective ; c'est pour cette raison que dès le lancement du cri d'appel de ces différents acteurs depuis le sommet de Paris en 2014 par le Président camerounais « à menace globale réponse globale », plusieurs de ces acteurs ont aussitôt développé des stratégies d'action et même des programmes d'action réels (enjeux manifestes) pour apporter leur secours aux Etats concernés que sont : le Cameroun, le Nigéria, le Tchad et le Niger. De plus, nous avons noté la mobilisation de la France, des Etats Unis, de la Grande Bretagne, la Chine, la Russie, l'Union Européenne, l'Union Africaine qui fait stratégie commune et soutient la commission du Bassin du Lac Tchad dans ce combat ainsi que le groupe de la Banque Mondiale. D'autre part cependant, ces acteurs somme toute dans la logique réaliste classique, font de ces télégrammes et ces plans d'action ou d'aide plutôt des investissements pour la satisfaction de leurs propres besoins régaliens. Il s'agit donc moins d'aider ces Etats devant la menace terroriste qui va grandissant, mais d'un espace symbolique d'affrontement de ces « grands » dans la logique d'affirmation de leur puissance, d'une quête acharnée des ressources naturelles et de la sécurisation des voies d'accès à celle-ci, de la protection de leurs avoirs et de leurs ressortissants ainsi que du maintien des liens traditionnels des espaces coloniaux et des alliances comme dans le cadre de la Francophonie, du Commonwealth, ainsi de l'extension de certaines doctrines traditionnelles comme le communisme (les enjeux latents des acteurs). La paix tarde toujours sans doute à revenir par ce qu'il faut concilier ces enjeux des acteurs internationaux (les désirs régaliens) avec la soif réelle des Etats du Bassin du Lac Tchad pour venir à bout de cet ennemi commun qu'est Boko Haram. On salue néanmoins la création et l'implication des comités de vigilance dont l'apport est de plus en plus positif dans la conquête et la neutralisation des cellules dormantes du Boko Haram, même comme il y a très tôt une nécessité d'encadrer ces comités de vigilance pour éviter d'autres fratricides internes.

BIBLIOGRAPHIE

- AGIR ICI-SURVIE, Dossiers Noirs de la politique africaine de la France, dossier n°1 1999.
- ARON Raymond, Paix et guerre entre les Nations, Paris, Calmann-Levy, 1965.
- BOULANGER Philippe, Géographie militaire et géostratégie. Enjeux et crises du monde contemporain, Paris, Armand Colin, 2015.
- CHALIAND Gérard, L'enjeu africain, géostratégie des puissances, Paris, Editions complexes, 1984.
- CHEVALIER Jean Marie, Le pétrole dans l'économie mondiale, Questions internationales, N°2 juillet-août, Paris, La documentation française, 2003.
- FRIEDBERG Erhard, le pouvoir et la Règle. Dynamiques de l'action organisée, Paris, Editions Seuil, 1993.
- HAINE Jean Yves, « l'endiguement renforcé. Les politiques de la sécurité de la France et des Etats-Unis en Afrique », note de l'IFRI, février 2016.
- HISKETT Mervyn, the sword of truth : the life and times of shebu Usman dan Fodio, Evanston, Northwestern University Press, 1994.
- International Crisis Group, « Tchad : entre ambitions et fragilités », rapport n°233,30 mars 2016.
- KELSEY D Atherton, « Watch Nigeria's first confirmed drone strike against Boko Haram » popular science, 3 février 2016.
- KOUNGOU Léon, BOKO HARAM, Le Cameroun à l'épreuve des menaces, Paris, L'Harmattan, 2014.
- LOPEZ Philippe Sébille-, « les hydrocarbures au Nigéria et la redistribution de la rente pétrolière », dans Afrique contemporaine, N°216, 2005, pp. 157-185.
- MAOUNDONODJI Gilbert, Les enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'exploitation du pétrole au Tchad, Thèse de Doctorat en Science Politique, Université Catholique de Louvain, 2009.
- MORGENTHAU J Hans, Politics Among Nations, New-York A. Knop, 1973.
- NANA NGASSAM Rodrigue, « Historique et contexte de l'émergence de la secte islamiste Boko Haram au Cameroun », Cahier Thucydide n°24, février 2020.
- NAY Olivier (dir), Lexique de Science Politique, Paris, Dalloz, 4^{ème} édition, 2017.
- NDOUTOUME NGOME Jonathan, « Terrorisme et piraterie : quelle sécurité pour les mers du golfe de Guinée ? », dans NTUDA EBODE Joseph Vincent (dir), Piraterie et terrorisme : de nouveaux défis sécuritaires en Afrique centrale, Yaoundé, PUA, FES, 2010.
- NTUDA EBODE Joseph Vincent (dir), Le conflit Boko Haram au Cameroun, pourquoi la paix traîne-t-elle ? FES, Yaoundé, Cameroun, 2017.

- PIAMEU NDE Prince Darwin, La construction des enjeux latents des acteurs internationaux dans la lutte contre le Boko Haram au Cameroun » IMJST, Vol 6, juillet 2021.
- POKAM Hilaire De Prince, Le Cameroun à l'épreuve de l'insécurité en Afrique centrale depuis le nouveau millénaire, Paris, L'Harmattan, 2018.
- ROJOT Jacques, Théories des organisations, Paris éditions ESKA, 2006.
- SMOUTS Marie Claude, BATTISTELLA Dario, VENNESSON Pascal, Dictionnaire des Relations internationales, Paris, Dalloz, 2^{ième} édition, 2006.

